

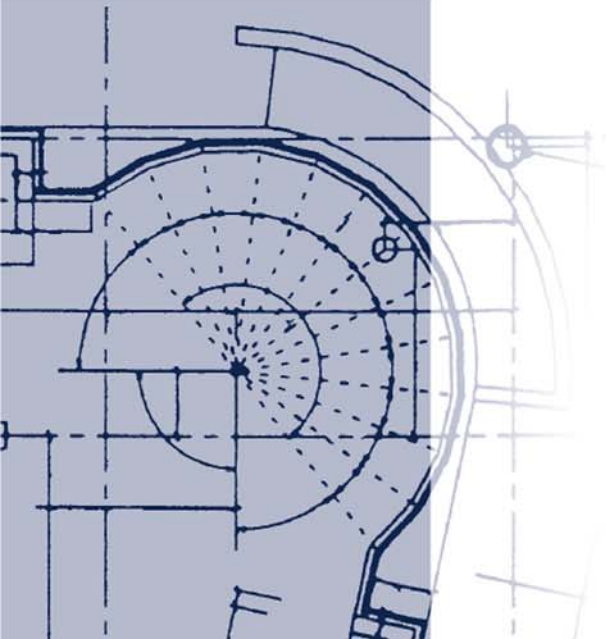
N°37

Février 2004



NEWSLETTER DE LA CSSF

COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER



Banques

Somme des bilans des banques au 31 décembre 2003 en légère baisse

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 655,77 milliards au 31 décembre 2003 par rapport à EUR 665,10 milliards au 30 novembre 2003, soit une légère baisse de 1,4%.

Au 31 janvier 2004, le nombre des établissements de crédit inscrits sur la liste officielle s'est élevé à 170 unités après les changements suivants : ouverture de Hypo Real Estate Bank International, fermeture de la Bank Corluy, succursale de Luxembourg et transformation du psf Corluy Luxembourg S.A. en Banque Corluy Luxembourg S.A..

Au 31 décembre 2003, l'effectif total des établissements de crédit luxembourgeois était de 22.523 unités. Ceci constitue une baisse de 0,3% par rapport au 30 septembre 2003, date à laquelle l'effectif total s'élevait à 22.598 unités. L'emploi total des banques luxembourgeoises au 31 décembre 2002 s'est élevé à 23.300 unités.

La CSSF a procédé à une nouvelle analyse des résultats au 31 décembre 2003 sur base de chiffres définitifs établis par les banques. Ces données sont plus précises et complètes que celles commentées dans le communiqué de presse du 16 janvier 2004 ; la nouvelle analyse confirme les constatations qui reposaient sur des données provisoires.

En effet, sur base de chiffres définitifs au 31 décembre 2003, le compte de profits et pertes agrégé des établissements de crédit luxembourgeois affiche un résultat brut avant provisions de EUR 4,2 milliards. Ce montant représente une baisse de 8,1% par rapport au 31 décembre 2002, date à laquelle le résultat avant provisions s'élevait à EUR 4,6 milliards.

L'évolution des revenus bancaires reflète les incertitudes économiques et tensions géopolitiques qui ont marqué l'année 2003. Le recul de la marge sur intérêts témoigne de la faiblesse actuelle des taux d'intérêts alors que la diminution des revenus de commissions s'explique par l'attentisme des investisseurs durant la première moitié de l'exercice 2003. En dépit du retournement conjoncturel qui est intervenu en milieu d'année, le produit bancaire s'inscrit en baisse. Il s'établit à EUR 7,6 milliards, une baisse de 6% par rapport au 31 décembre 2002. Néanmoins, il y a lieu de rapporter cette baisse aux importantes plus-values qu'avaient réalisées les banques au cours de l'année 2002. Les cessions de participations – notamment Clearstream (anciennement Cedel International) - avaient permis aux banques d'enregistrer quelques EUR 850 millions de plus-values non récurrentes sur l'année 2002.

Du côté des dépenses, la compression des budgets se poursuit. Comparé au 31 décembre 2002, l'effort de réduction des coûts se traduit en une diminution de 3,1% des frais généraux. Cette réduction touche à la fois les frais d'exploitation (-3,1%) et les dépenses de personnel (-3,2%).

Compte de profits et pertes au 31 décembre 2003 (en millions d'euros)

Libellé	Déc-02	Déc-03	Variation annuelle
Marge d'intérêts	4 141	4 081	-1,4%
Revenus de commissions	2 615	2 529	-3,3%
Autres revenus nets	1 305	970	-25,6%
Produit bancaire	8 061	7 580	-6,0%
Frais de personnel	1 809	1 751	-3,2%
Autres frais d'exploitation	1 681	1 629	-3,1%
Résultat avant provisions	4 571	4 200	-8,1%
Constitution nette de provisions	1 166	618	-47,0%
Impôts	685	700	2,3%
Résultat net	2 720	2 882	5,9%

Professionnels du secteur financier (PSF)

Somme des bilans en hausse

Suivant les données établies au 31 décembre 2003, la somme des bilans de l'ensemble des professionnels du secteur financier (142 entreprises en activité) se chiffre à EUR 2,562 milliards contre EUR 2,510 milliards au mois précédent, soit une augmentation de 2,07% sur une période d'un mois et contre EUR 2,269 milliards au mois de décembre de l'année précédente, ce qui constitue une augmentation de 12,91% sur une période de douze mois.

Cette évolution positive de la somme des bilans entre les mois de décembre 2002 et 2003 s'explique essentiellement par le développement de quelques acteurs de taille importante qui ont su profiter notamment de la reprise des marchés boursiers.

Quant à la ventilation de la somme des bilans au 31 décembre 2003 entre les différentes catégories de professionnels du secteur financier, les dépositaires professionnels de titres figurent en première position, suivis des distributeurs de parts d'opc et des gérants de fortunes.

Le personnel employé auprès des autres professionnels du secteur financier est passé de 4.399 unités au 31 décembre 2002 à 4.243 unités au 30 juin 2003, soit une baisse de 3,55% sur le premier semestre de l'année 2003, pour s'établir au 31 décembre 2003 à 4.455 unités, soit une légère amélioration de 1,27% sur une période de douze mois.

La baisse au cours du premier semestre 2003 est due essentiellement à certains établissements à effectif élevé ayant changé leur statut légal en celui de société de gestion d'opc. L'évolution positive de l'emploi au cours du deuxième semestre 2003 résulte en partie de l'agrément des nouveaux établissements, mais aussi de l'augmentation de l'emploi auprès de plusieurs établissements actifs dans la distribution des parts d'opc.

Le résultat net pour l'ensemble des professionnels du secteur financier s'établit au 31 décembre 2003 à EUR 369,23 millions (142 entreprises en activité) contre EUR 295,97 millions (146 entreprises en activité) au mois de décembre de l'année précédente, soit une progression de l'ordre de 24,75% sur une période de douze mois.

Pour ce qui est de la ventilation des résultats nets au 31 décembre 2003 entre les différentes catégories de PSF, les gérants de fortunes figurent en première position, suivis des dépositaires professionnels de titres et des distributeurs de parts d'opc.

Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 31 janvier 2004)

Catégorie		Nombre
<i>Entreprises d'investissement</i>		
Commissionnaires	COM	17
Gérants de fortunes	GF	47
Professionnels intervenant pour leur propre compte	PIPC	15
Distributeurs de parts d'OPC	DIST	45
Preneurs ferme	PF	3
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	DEP	3
Agent de transfert et de registre	ATR	1
<i>PSF autres que les entreprises d'investissement</i>		
Conseillers en opérations financières	COF	10
Courtiers	COU	5
Teneurs de marché	TM	2
Entité pouvant exercer toutes les activités de PSF permises par l'article 28 de la loi du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux	EPT	1
Domiciliataires de sociétés	DOM	32
Agents de communication à la clientèle	ACC	2
Opérateur de systèmes informatiques et de réseaux de communication du secteur financier	IT	1
TOTAL *		139

* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

Sociétés de gestion

Agrément de trois nouvelles sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

La Commission de surveillance du secteur financier informe que trois nouvelles sociétés de gestion ont été inscrites au tableau officiel des sociétés de gestion régies par le chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif.

Il s'agit en l'occurrence des entités suivantes :

- LRI FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.. La société sera active dans le domaine de la gestion collective, de la gestion discrétionnaire et pourra fournir des conseils en investissement.
- UNION INVESTMENT LUXEMBOURG S.A.. La société sera active dans le domaine de la gestion collective, de la gestion discrétionnaire et pourra fournir des services de garde et administration pour des parts d'OPC.
- SANPAOLO IMI WEALTH MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.. La société sera active dans le domaine de la gestion collective, de la gestion discrétionnaire et pourra fournir des conseils en investissement.

Suite à ces agréments, le nombre de sociétés de gestion relevant du chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et pouvant bénéficier à partir du 13 février 2004 du passeport européen par voie de libre établissement ou de libre prestation de services dans un autre Etat membre de l'Union européenne s'élève à 4 au 31 janvier 2004.

Organismes de placement collectif

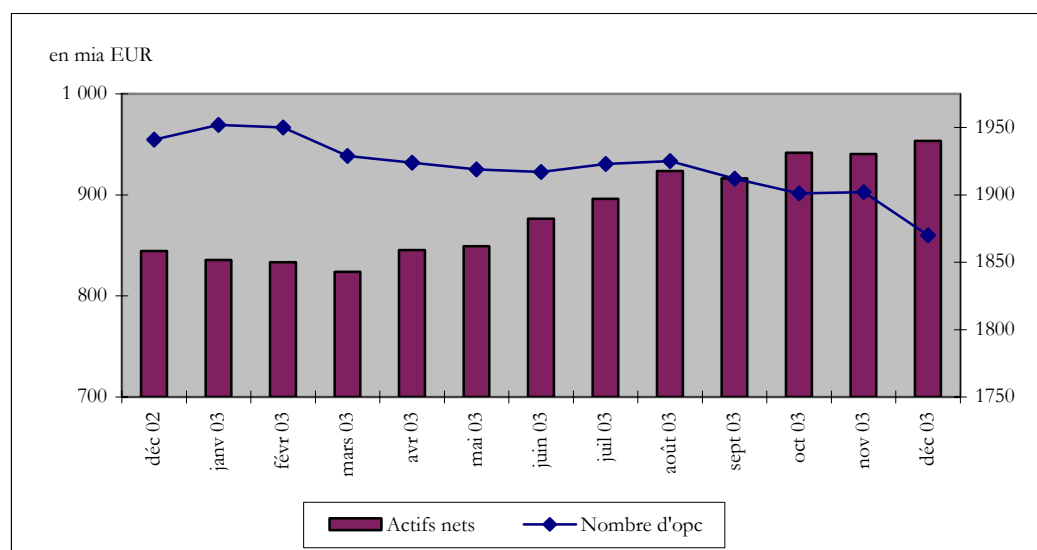
Patrimoine global des OPC en légère hausse à la fin du mois de décembre 2003

(communiqué à la presse le 26 janvier 2004)

Au 31 décembre 2003, le patrimoine global net des organismes de placement collectif s'est élevé à EUR 953,302 milliards contre EUR 940,272 milliards au 30 novembre 2003. Le secteur des organismes de placement collectif luxembourgeois a par conséquent augmenté de 1,39% par rapport au mois de novembre 2003. Pour le mois de décembre 2003, le secteur fait état d'une augmentation de 12,88% par rapport au 31 décembre 2002 où le patrimoine global net était de EUR 844,508 milliards.

Au cours du mois de décembre 2003, l'investissement net en capital s'est élevé à EUR 11,756 milliards. Par rapport au 31 décembre 2002, l'investissement net en capital s'élève à EUR 82,609 milliards.

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 1.870 par rapport à 1.902 le mois précédent. 1.180 opc ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 6.819 compartiments. En y ajoutant les 690 opc à structure classique, un nombre total de 7.509 unités sont actives sur la place financière.



Coopération internationale

Publication de trois documents par le Comité de Bâle

Le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a publié trois documents dans le cadre de ses travaux sur le Nouvel Accord.

Le premier document, intitulé « **Modifications to the capital treatment for expected and unexpected credit losses** », donne des informations supplémentaires sur les modifications apportées à l'approche IRB suite à la décision

du Comité de calibrer l'exigence en fonds propres exclusivement sur les pertes inattendues (UL). Les établissements de crédit devront cependant comparer le montant de leurs provisions effectuées par rapport aux pertes attendues (EL). Lorsque les provisions ne couvrent pas entièrement les pertes attendues, le manque devra être déduit des fonds propres « tier 1 » et « tier 2 » à part égale ; lorsque les provisions dépassent les pertes attendues, l'excès pourra être inclus (jusqu'à concurrence d'un plafond fixé comme pourcentage des actifs à risque pondéré) dans les fonds propres « tier 2 ».

Le deuxième document, intitulé « **Changes to the securitisation framework** », précise les simplifications apportées par le Comité au traitement de la titrisation dans l'approche IRB. On peut relever notamment une alternative plus simple à la « supervisory formula » pour positions non notées; d'autre part, toutes les positions disposant d'une notation externe pourront désormais être traitées sous la « ratings based approach ».

Le troisième document, intitulé « **Principles for the home-host recognition of AMA operational risk capital** », traite le problème de l'implémentation transfrontalière d'une approche AMA. Le Comité propose une approche hybride selon laquelle une part de l'exigence globale AMA pour le groupe serait allouée aux filiales non-significatives d'un groupe bancaire ; les filiales significatives devraient cependant calculer leur propre exigence en fonds propres suivant l'approche AMA.

Les trois documents peuvent être consultés sur le site Internet de la CSSF (http://www.cssf.lu/fr/publications/bale.html?cat_num=34).

Le Comité européen des contrôleurs bancaires vient de tenir sa première réunion *(communiqué à la presse le 2 février 2004)*

Institué par une décision de la Commission européenne en date du 5 novembre 2003, le Comité européen des contrôleurs bancaires (Committee of European Banking Supervisors-CEBS) a pris ses fonctions le 2 janvier 2004 et vient de tenir sa première réunion à Barcelone le 29 janvier 2004. La Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) y est représentée par M. Arthur PHILIPPE, directeur.

Le comité a pour objet de remplir dans le domaine des banques les fonctions de niveau 3 prévues dans le cadre de la procédure Lamfalussy .

Il a pour mission :

- *de conseiller la Commission, soit à la demande de celle-ci dans le délai qu'elle peut lui impartir en fonction de l'urgence du sujet traité, soit de sa propre initiative, notamment sur les projets de mesures d'exécution à élaborer dans le domaine des activités bancaires ;*
- *de contribuer à l'application cohérente des directives européennes et à la convergence des pratiques prudentielles des Etats dans toute la Communauté ;*
- *d'améliorer la coopération en matière de contrôle prudentiel, notamment par l'échange d'informations.*

Le CEBS est composé de hauts représentants des autorités de contrôle bancaire et des banques centrales de l'Union européenne. Les nouveaux pays membres délégueront des observateurs jusqu'au 1^{er} mai 2004. Les Etats membres de l'Espace économique européen (EEE) auront droit à des observateurs permanents.

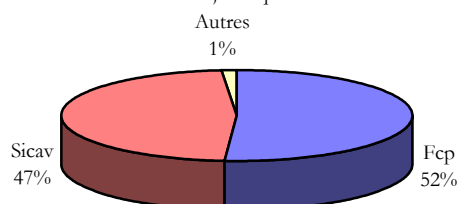
M. José-María ROLDAN (Banco de España, Espagne) assure la présidence. Il est secondé par Mme Danièle NOUY (Commission Bancaire, France) en tant que vice-présidente. La présidence est assistée d'un bureau, comprenant M. Andres ITTNER (Oesterreichische Nationalbank, Autriche), M. Helmut BAUER (Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht, Allemagne) et Mme Kerstin AF JOCHNICK (Finansinspektionen, Suède). Le secrétariat du comité siègera à Londres.

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif - situation au 31 décembre 2003

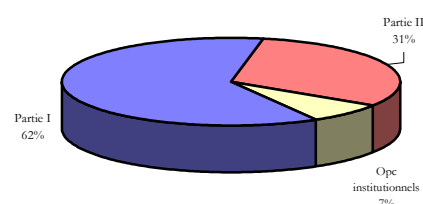
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des OPC.

Nombre d'OPC

Répartition du nombre des opc selon forme juridique



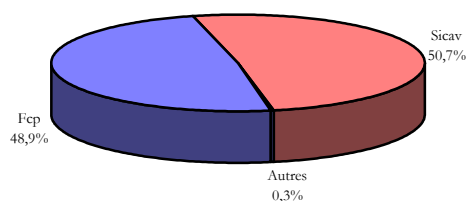
Répartition du nombre des opc selon loi et partie applicables



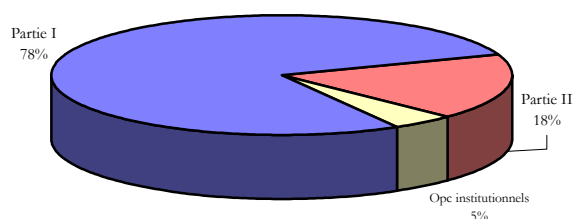
Loi, partie \ forme juridique	Fcp	Sicav	Autres	Total
Partie I	611	532	6	1 149
Partie II	260	306	17	583
OPC institutionnels	86	50	2	138
Total	957	888	25	1 870

Actifs nets des OPC

Répartition des actifs nets des opc selon forme juridique



Répartition des actifs nets des opc selon loi et partie applicables

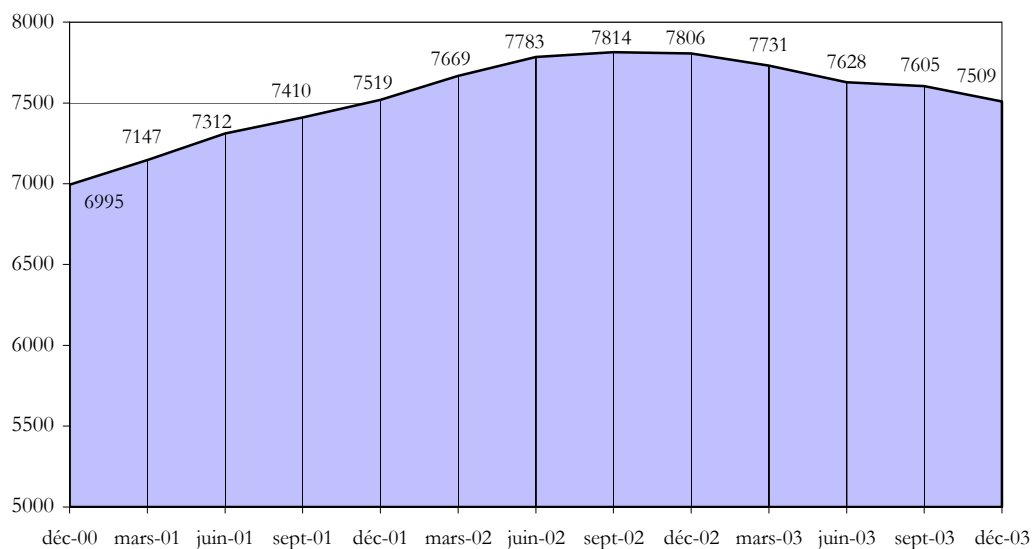


Loi, partie \ forme juridique	Fcp	Sicav	Autres	Total
Partie I	321,419	418,316	1,361	741,096
Partie II	114,294	53,178	1,842	169,314
OPC institutionnels	30,509	12,265	0,118	42,892
Total	466,222	483,759	3,321	953,302

Origine des promoteurs des OPC luxembourgeois

	Actifs nets (en mia EUR)	en %
Suisse	218,587	22,9%
Etats-Unis	170,869	17,9%
Allemagne	162,964	17,1%
Italie	109,621	11,5%
Belgique	84,899	8,9%
Grande-Bretagne	61,751	6,5%
France	50,536	5,3%
Japon	22,567	2,4%
Suède	19,192	2,0%
Pays-Bas	16,578	1,7%
Autres	35,738	3,8%
Total	953,302	100,0%

Evolution du nombre de fonds et sous-fonds actifs



Politique d'investissement des OPC luxembourgeois

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe	431,262
VM à revenu variable	298,396
VM diversifiées	70,336
Capitaux à risque élevé	0,407
VM non cotées	2,096
Leveraged funds	0,378
Autres OPC de type ouvert	67,156
Instruments du marché monétaires et liquidités	67,137
Liquidités	10,501
Immobilier	2,865
Futures et/ou options	2,768
Autres valeurs	0,000
Total	953,302

LISTE DES BANQUES

Nouveaux établissements :

Banque Corluy Luxembourg S.A.

283, route d'Arlon, B.P. 119, L-8002 STRASSEN

Changement du statut de PSF en banque (le 1^{er} janvier 2004).

Hypo Real Estate Bank International

4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg

Début des activités : 12 janvier 2004.

Retrait :

Bank Corluy, succursale de Luxembourg

Retrait le 1^{er} janvier 2004.

Changements de dénomination :

HSBC Republic Bank (Luxembourg) S.A. est devenue le 1^{er} janvier 2004

HSBC Private Bank (Luxembourg) S.A.

Banque Dewaay S.A., succursale de Luxembourg est devenue le 12 janvier 2004

HSBC Dewaay S.A., succursale de Luxembourg

Banca Popolare Commercio e Industria International S.A. est devenue le 27 janvier 2004

BPU Banca International S.A.

Changement d'adresse :

IKB Deutsche Industriebank AG, filiale Luxembourg

12, rue Erasme, L-1468 Luxembourg

LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouvel établissement :

Monsieur Jean-Paul FRISCH

Conseiller en opérations financières

12, rue des Romains, L-4974 Dippach

Autorisation ministérielle du 16 janvier 2004

Retraits :

A.L.T. MANAGEMENT S.A.

Retrait le 1^{er} janvier 2004.

CORLUY LUXEMBOURG S.A.

Retrait le 1^{er} janvier 2004.

INTERTRUST DOM S.A.
Retrait le 1^{er} janvier 2004.

UNION INVESTMENT EUROMARKETING S.A.
Retrait le 1^{er} janvier 2004.

Changement de nom :

LCF ROTHSCHILD CONSEIL est devenu le 22 décembre 2003
LCF EDMOND DE ROTHSCHILD CONSEIL

Changements d'adresse :

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.
3, place Dargent, L-1413 Luxembourg

DEGROOF CONSEIL (LUXEMBOURG) S.A.
12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg

LISTE DES SOCIETES DE GESTION

Nouvelles sociétés :

Union Investment Luxembourg S.A.
308, route d'Esch, L-1471 LUXEMBOURG
Inscription sur la liste officielle le 17 décembre 2003

LRI Fund Management Company S.A.
1C, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 MUNSBACH
Inscription sur la liste officielle le 30 décembre 2003

Sanpaolo Imi Wealth Management Luxembourg S.A.
9-11, rue Goethe, L-1637 LUXEMBOURG
Inscription sur la liste officielle le 23 janvier 2004

LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le **mois de décembre 2003** de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988, de la loi du 20 décembre 2002 et de la loi du 19 juillet 1991

Inscriptions

- BIOCAPITAL, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- EUROPEAN CREDIT FUND SICAV, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- FBP FUNDS SICAV, 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- FTC ALTERNATIVE INVESTMENTS TRUST, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- INIK FONDS (INITIATIVE FÜR NACHHALTIGES INVESTMENT DER KIRCHE), 1-7, rue Nina et Julien
- IXIS GLOBAL MACRO THEMA, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- NAGEL PRIVILEGE, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- NOMURA U.S. HIGH YIELD BOND INCOME, 6, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg
- ROTREND ALLIANCE, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- SEB ALTERNATIVE INVESTMENT, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg
- WARBURG LIFE ASSEKURANZ, 2, place Dargent, L-1413 Luxembourg

Retraits

- A.L.S.A.-NASDAQPLUS 12/2003, 1a-1b, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- ABINGWORTH BIOVENTURES II, 231, Val des bons Malades, L-2121 Luxembourg
- ACTIVEST LUX GLOBALVALUE, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- ACTIVEST LUX TOPAMERIKA, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- ACTIVEST LUX WELTRENT, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- AIG EURO BALANCED FUND, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- ALLIANZ IRC SICAV, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- AMG SPECIAL OPPORTUNITIES FUND, 10-12, boulevard F-D Roosevelt, L-2450 Luxembourg
- ARAMIS FUNDS, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- BANIF RENTA FIJA MULTIDIVISA, 11a, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- CC-DAX GARANT OP 12/03, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- CITI PM, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg
- DEKA-CORPORATEBOND HIGH YIELD USD, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DEKA-CORPORATEBOND USD, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- DIT-LAUFZEITFONDS EXTRA 2007, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DRESDNER SYMPHONICA MANAGEMENT, 26, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg
- DURBANA SICAV, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- DWS BESTSELECT BRANCHEN II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS BESTSELECT BRANCHEN, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS BESTSELECT GLOBAL II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS BESTSELECT GLOBAL III, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS BESTSELECT GLOBAL IV, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS ZLOTY RESERVE, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DYNAMIC AUSTRALIA FUND, 112, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
- EURO GLOBAL INVESTMENT FUND, 11a, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- EUROPE INVESTISSEMENT PLACEMENT, 11a, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
- FIRST CLASS FUND, 2, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg
- FORSA RENTEN STRATEGIE 1, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- FRAMLINGTON RUSSIAN INVESTMENT FUND, 13, rue Goethe, L-1637 Luxembourg
- G & S SOCIETE ANONYME D'INVESTISSEMENT, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- GALILEE FUND, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- GLOBAL GOVERNANCE SICAV, 10-12, boulevard F-D Roosevelt, L-2450 Luxembourg
- HSBC TRINKAUS GLOBAL OPPORTUNITIES, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxembourg
- MULTI-CONCEPT, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SCONTINVEST BOND FUND, 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SCONTINVEST EMERGING MARKETS FUND, 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SCONTINVEST EQUITY FUND, 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SCONTINVEST MIDDLE EAST FUND, 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- SCOTTISH EQUITABLE INTERNATIONAL FUND, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- SINUS FONDS, 14, allée Marconi, L-2120 Luxembourg
- UFJ PARTNERS GAIKADATE MMF, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- UNITED FINANCIALS, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- WORLD FRONTIER FUND, 6, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg

Place financière

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **170** (31 janvier 2004)

Somme de bilans : **EUR 655,768 milliards** (31 décembre 2003)

Résultat net : **EUR 2,882 milliards** (31 décembre 2003)

Emploi : **22 523 personnes** (31 décembre 2003)

Nombre d'OPC : **1 868** (11 février 2004)

Patrimoine global : **EUR 953,302 milliards** (31 décembre 2003)

Nombre de fonds de pension : **10** (31 janvier 2004)

Nombre de sociétés de gestion : **4** (31 janvier 2004)
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **98 personnes** (31 décembre 2003)

Nombre de PSF : **139** (31 janvier 2004)

Somme de bilans : **EUR 2,562 milliards** (31 décembre 2003)

Résultat net : **EUR 369,227 millions** (31 décembre 2003)

Emploi : **4 455 personnes** (31 décembre 2003)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 699 personnes** (31 décembre 2002)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 076 personnes** (31 décembre 2003)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon

L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 237 / 327

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu